



Un récent procès en Ukraine a démontré que le massacre du Maïdan en 2014 était bien un faux drapeau

Par [Kit Klarenberg](#)

Mondialisation.ca, 28 janvier 2024

[The Grayzone](#) 11 décembre 2023

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Le massacre de manifestants lors du coup d'État de Maïdan en 2014 a provoqué l'éviction du président élu de l'Ukraine, Viktor Ianoukovitch. Aujourd'hui, un procès explosif à Kiev a apporté la preuve que les meurtres étaient un faux drapeau destiné à déclencher un changement de régime.

Deux policiers accusés de la fusillade massive contre des manifestants de l'opposition sur la place Maidan à Kiev en 2014 ont été libérés après qu'un tribunal ukrainien a déterminé que les coups de feu mortels lors du tristement célèbre massacre avaient été tirés depuis un bâtiment contrôlé par l'opposition.

Le 18 octobre 2023, le tribunal du district ukrainien de Sviatoshyn a déterminé que parmi les cinq policiers jugés, l'un serait purement et simplement acquitté, tandis qu'un autre serait condamné à une peine de prison pour « *abus de pouvoir* » présumé.

Les trois autres, qui ne vivent plus en Ukraine, ont été accusés par contumace de 31 chefs de meurtre et de 44 chefs de tentative de meurtre. Ceci, en vertu d'un avis de la Cour suprême stipulant que les suspects peuvent être tenus collectivement responsables des actions d'un groupe considéré comme criminel.

Le verdict montre que personne ne sera condamné à une peine de prison, ni puni de quelque manière que ce soit pour son rôle présumé dans le tristement célèbre massacre de Maïdan, qui a coûté la vie à plus de 100 manifestants, déclenché une avalanche de condamnations internationales et conduit directement à la chute du président Viktor Ianoukovitch qui a fui le pays quelques jours plus tard.

Le procès a débuté à Kiev en 2016, mais l'affaire a traîné pendant des années. Les choses se sont encore compliquées en 2019, lorsque le président ukrainien Volodymyr Zelensky a échangé les cinq accusés contre des prisonniers détenus par les séparatistes du Donbass. Deux d'entre eux sont ensuite revenus volontairement pour passer leur journée au tribunal.

Sans surprise, le verdict a suscité l'indignation des familles des victimes, et les avocats du parquet ont annoncé leur intention de faire appel. En revanche, les grands médias sont jusqu'à présent restés étrangement indifférents. Dans une tentative apparente de fausser

l'issue du procès, [plusieurs médias](#) - dont [Reuters](#) - ont simplement fait référence dans leurs titres au tribunal qui a « *condamné* » les policiers. Le *Kyiv Post* est allé jusqu'à [affirmer](#) à tort que tous les cinq avaient été déclarés « *coupables* » des « *crimes du Maidan* ».

Mais il y a plus dans l'histoire que ce que ces médias ont laissé entendre. Comme l'a reconnu même le journal *Kyiv Independent*, financé par l'Occident, « *un ancien enquêteur de premier plan* » précédemment chargé d'enquêter sur le massacre a déclaré que le verdict faisait suite à [des années](#) de sabotage délibéré de la part des autorités ukrainiennes, qui « *ont fait de leur mieux pour s'assurer qu'il n'y ait pas de résultats réels* ».

La question de savoir pourquoi les responsables de Kiev chercheraient à saboter l'enquête a été largement ignorée par les médias traditionnels. Mais [le verdict](#) offre des indices très révélateurs.



Des « *personnes inconnues* » derrière le meurtre

Tout au long de ce document d'un million de mots se trouvent des passages démontrant de manière concluante que les tirs des tireurs d'élite émanaient de bâtiments contrôlés par l'opposition à Ianoukovitch. Collectivement, ces extraits suggèrent fortement que le massacre de Maidan était un faux drapeau perpétré par des éléments nationalistes qui visaient à assurer l'éviction du président.

Les preuves « *étaient tout à fait suffisantes pour conclure catégoriquement que le matin du 20 février 2014, des personnes armées, d'où les coups de feu ont été tirés, se trouvaient dans les locaux de l'hôtel Ukraine* », a estimé le tribunal.

Une autre section révèle que « *l'Hôtel Ukraine* » était « *un territoire... non contrôlé par les forces de l'ordre à cette époque* ». De nombreux enregistrements vidéo montrent qu'avant, pendant et après le massacre, le bâtiment a été [envahi](#) par le parti d'opposition d'extrême droite Svoboda, dont les dirigeants ont utilisé les locaux pour coordonner leurs activités anti-Ianoukovitch dans les rues en contrebas.

Dans au moins 28 des 128 fusillades examinées au cours du procès, le tribunal a jugé que, que ce soit « *en raison du manque d'informations, du caractère incomplet ou contradictoire des données soumises* », « *l'implication des forces de l'ordre n'a pas été prouvée* » et que « *d'autres inconnus ne peuvent être exclus* ».

En outre, le verdict exclut de fait toute implication des services de sécurité et de renseignement russes dans le massacre, une [théorie du complot](#) largement défendue par des éléments pro-Maidan.

“La “trace russe” n’a pas été confirmée après examen des documents pertinents”, a constaté le tribunal. Il a conclu que les individus soupçonnés d’avoir des liens avec les services de renseignement russes et qui étaient « constamment surveillés » n’avaient « aucune participation aux événements de rue ».

Pour le Dr Ivan Katchanovski, professeur de sciences politiques à l’Université d’Ottawa qui a passé des années à documenter des preuves accablantes de la responsabilité de l’opposition dans le massacre, de telles découvertes constituent une justification attendue depuis longtemps de ses recherches. Dans des commentaires à *The Grayzone*, il a expliqué que la condamnation de trois policiers par contumace pour le meurtre de 28 manifestants de Maidan et la tentative de meurtre de 36 personnes était « *basée sur un seul examen balistique médico-légal fabriqué de toutes pièces* ».

Cet « *examen médico-légal des balles a inversé les résultats de 40 autres examens balistiques* » effectués précédemment – dont chacun, note Katchanovski, « *a montré que les balles des kalachnikovs de l’unité de police Berkut ne correspondaient pas à celles récupérées sur les corps des manifestants tués sur le Maidan* ».

Au final, « *le procès a produit un volume extraordinaire de preuves prouvant que des manifestants ont été la cible de tirs depuis divers bâtiments contrôlés par des éléments pro-Maidan* », dit-il, soulignant « *plus de 100 témoins, dont 51 militants antigouvernementaux blessés lors de la fusillade, [qui] a témoigné avoir été visé depuis ces zones ou avoir vu des tireurs d’élite s’y trouver.* »

Ailleurs, le verdict a rejeté une [reconstitution](#) en 3D de la fusillade de trois militants de Maidan, produite par un « *cabinet d’architecture non conventionnelle* » basé à New York nommé SITU. Cette fausse analyse, [financée](#) à hauteur de 100 000 dollars par la branche de Kiev des Open Society Foundations de George Soros, a été fortement [promue](#) par le *New York Times* et d’autres médias occidentaux et présentée comme la preuve définitive que les forces de sécurité ukrainiennes étaient responsables des morts. Mais le modèle SITU a modifié l’emplacement des blessures des victimes – du côté ou de l’arrière du corps vers l’avant – et a modifié les angles de trajectoire des balles afin de condamner frauduleusement la police pour leurs meurtres.

Comme l’explique Katchanovski : « *Il s’agit d’une fraude et d’une désinformation délibérées* ».

« *La fausse modélisation de SITU a permis au New York Times et à bien d’autres de nier l’existence des tireurs d’élite de Maidan et de qualifier de « théorie du complot » toute suggestion selon laquelle le massacre était un « faux drapeau »* », dit-il.

Mais si les officiers de la Berkhut ne sont pas responsables des dizaines de morts ce jour-là,

la question demeure : qui l'est ?

Les tueurs du Maïdan s'installent à Odessa

En août 2023, le *New York Times* a [révélé](#) que le trafiquant d'armes ukrainien Serhiy Pashinsky, autrefois ouvertement condamné par Zelensky lui-même comme un « *criminel* », était devenu le principal fournisseur privé d'armes de l'Ukraine. Pashinsky se procurait des grenades, des obus d'artillerie et des roquettes « *via un réseau transeuropéen d'intermédiaires* », puis vendait, achetait et revendait les armes « *jusqu'à ce que l'acheteur final, l'armée ukrainienne, paie le plus* ». Cette agitation l'a enrichi à hauteur de centaines de millions de dollars.

Pashinsky, un ancien parlementaire ukrainien, était une figure centrale du coup d'État du Maïdan. Comme *The Grayzone* l'a [révélé](#) par la suite, il a été [accusé](#) par trois mercenaires géorgiens d'avoir personnellement orchestré le massacre de février 2014, en fournissant les armes utilisées et en choisissant personnellement les cibles à abattre. Lorsque les journalistes israéliens ont [confronté](#) Pashinsky à propos de ces allégations, il a menacé de demander à ses associés de les retrouver chez eux et de les « *mettre en pièces* ».

Lors du procès du Maïdan, les avocats de la défense ont fait une mention importante de ces mêmes tireurs d'élite mercenaires géorgiens. Aux côtés des dirigeants du Maïdan et du secteur paramilitaire fasciste [soutenu par l'Occident](#), les tireurs d'élite ont également été impliqués dans le massacre d'Odessa en mai 2014, un incident horrible au cours duquel des dizaines de manifestants russophones anti-Maïdan ont été parqués de force dans la Maison des syndicats de la ville, qui a ensuite été incendiée. [Au total](#), 46 personnes sont mortes des suites de brûlures, d'un empoisonnement au monoxyde de carbone et de tentatives d'échapper aux horreurs en sautant par les fenêtres. Les victimes non mortes auraient totalisé environ 200 personnes.

Katchanovski affirme que, comme pour le Maïdan, les preuves indiquent le rôle d'un complot extrêmement bien organisé visant à perpétrer les meurtres d'Odessa :

« Un tireur d'élite géorgien qui a avoué son rôle dans le massacre du Maïdan dans un documentaire israélien a également révélé que l'un des organisateurs du massacre les avait envoyés à Odessa juste avant l'attaque contre les séparatistes. »

Après le coup d'État, dissimulation après dissimulation

[Dès le début](#) du procès du Maïdan, les témoins et les procureurs ont été soumis par des personnalités ukrainiennes d'extrême droite à une campagne d'intimidation. Au cours du procès, des militants néo-nazis du C14 et d'Azov ont pris d'assaut la salle d'audience, ont attaqué les accusés et ont placé des pneus à l'extérieur du tribunal, menaçant apparemment d'incendier le bâtiment. Le président du tribunal a même été battu par un militant du Maïdan.

*« La pression secrète de l'administration de Zelensky et de l'extrême droite est probablement bien plus importante que ce que nous avons vu publiquement », a commenté Katchanovski à *The Grayzone*. « Le système judiciaire ukrainien n'est pas indépendant. L'administration de Zelensky s'immisce régulièrement et ouvertement dans les procédures, et a même démis l'ensemble de la Cour constitutionnelle. C'est une situation très difficile pour les juges et le jury. L'extrême droite a directement menacé de condamner les*

accusés.»

En conséquence, certains manifestants blessés qui avaient initialement témoigné de la présence de tireurs d'élite dans les bâtiments contrôlés par le Maïdan ont ensuite révoqué leurs déclarations. Ils ont par la suite admis que l'accusation les avait rencontrés en privé pour discuter de ce qu'ils avaient dit à la barre des témoins. Pour Katchanovski, « *c'est la preuve que la dissimulation atteint le sommet du gouvernement ukrainien* ».

De nombreux Ukrainiens, en particulier à l'Est, nourrissent ces mêmes soupçons depuis que le gouvernement nationaliste putschiste de l'Ukraine après le Maïdan a adopté une [loi d'amnistie](#) de grande envergure en 2014. Cette loi accordait aux manifestants du Maïdan une immunité totale contre les poursuites pour tous les crimes graves imaginables, y compris le meurtre, le terrorisme, et la prise du pouvoir. La loi interdit également toute enquête officielle sur tout agitateur antigouvernemental pour ces crimes et ordonne la destruction de toutes les preuves pertinentes précédemment recueillies.

Un haut responsable du bureau du procureur général d'Ukraine a [admis](#) depuis que les procureurs chargés de l'enquête et du procès sur le massacre de Maïdan avaient été secrètement sélectionnés et nommés par nul autre que Pashinsky. Les efforts visant à créer une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les meurtres ont été [bloqués](#) par Petro Porochenko, le président ukrainien farouchement anti-russe qui a succédé à Ianoukovitch.

La falsification officielle était compréhensible, affirme Katchanovski, étant donné à quel point le récit de Kiev sur le massacre du Maïdan est fondamental pour la légitimité du gouvernement ukrainien. Le meurtre de masse sous fausse bannière a directement conduit à Ianoukovitch, justifiant le retrait des forces gouvernementales du centre-ville de Kiev, la saisie des bâtiments gouvernementaux par les militants du Maïdan et la destitution anticonstitutionnelle du président par le corps législatif ukrainien.

Tous ces développements ont ouvert la voie à la guerre civile qui a duré huit ans dans le Donbass, qui a coûté la vie à plus de 14 000 personnes et précipité l'invasion russe en février 2022. Pour Katchanovski, le lien entre le massacre sous faux drapeau et la guerre en cours en Ukraine est évident. Le verdict, dit-il, rend cela encore plus clair.

En représailles à ses enquêtes révolutionnaires sur le massacre du Maïdan, la maison et les biens de Katchanovski ont été illégalement saisis par les tribunaux locaux en 2014 « *avec la participation de hauts fonctionnaires* ». Pourtant, le professeur reste plus déterminé que jamais à aller au fond de l'histoire.

« Un jour, la vérité sur ce qui s'est passé sera officiellement reconnue – la seule question est de savoir quand », a-t-il promis. « La reconnaissance tardive et l'absence de justice dans cette affaire ont déjà coûté très cher à l'Ukraine. Il existe de nombreux conflits, y compris la guerre en cours, née du massacre du Maïdan. En conséquence, d'innombrables personnes ont souffert inutilement. L'heure de la vérité et de la réconciliation est depuis longtemps attendue. »

Kit Klarenberg

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [The Grayzone](#)

Copyright © [Kit Klarenberg](#), [The Grayzone](#), 2024

Articles Par : **[Kit Klarenberg](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca